

Questions orales

Pourquoi adopter ainsi deux poids deux mesures? Le premier ministre expliquera-t-il pourquoi il abandonne les travailleurs du nord de l'Ontario?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il n'y a pas deux poids deux mesures. Tout ce que nous voulons, c'est aider les travailleurs du nord de l'Ontario et d'ailleurs au Canada.

La clef du problème, c'est de conclure une entente avec les États-Unis pour abolir cette taxe dont les députés connaissent bien les origines. Les discussions bilatérales progressent et les industries touchées sont consultées.

* * *

LE TOURISME**LES ENTENTES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL**

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé du Tourisme. Le ministre du Tourisme a décidé de ne pas renouveler, ou plutôt d'abandonner, les ententes de développement économique régional en matière de tourisme, surtout dans les provinces de l'Est.

Chaque ministère provincial du Tourisme a clairement indiqué que le gouvernement ne comprend pas réellement l'industrie du tourisme, qu'il n'a aucun projet à cet égard et qu'il n'a plus autant de moyens pour aider les provinces à implanter une stratégie de mise en marché de leurs produits.

Le ministre peut-il expliquer pourquoi son ministère est si totalement en désaccord avec tous les autres ministères du Tourisme au Canada?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, contrairement à la prémisse avancée dans la question du député, le gouvernement accepte en fait la réalité des temps modernes.

Par le passé, nous avions des EDER qui accordaient jusqu'à 246 millions de dollars aux provinces. Elles ont donné beaucoup de bons résultats et, dans l'ensemble, elles ont grandement contribué au développement régional des provinces.

Quoi qu'il en soit, ces ententes posaient des problèmes. Elles étaient encombrantes. Il était parfois difficile de prendre des décisions. En outre, on insistait trop sur la

mise au point des produits et pas assez sur leur commercialisation.

Ce que nous allons faire, c'est instaurer un nouveau régime, de concert avec les organismes régionaux. Avec la collaboration de mes collègues, je vais moderniser entièrement ce programme avant qu'il ne devienne dépassé.

• (1450)

[Français]

ON DEMANDE AU MINISTRE DE CONVOQUER SES HOMOLOGUES PROVINCIAUX

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, avant qu'il n'installe un nouveau régime, comme il le mentionne, après ce que j'ai entendu dire dans la plupart des ministères du Tourisme au Canada, avant qu'il n'installe son nouveau régime, est-ce que le ministre peut nous dire s'il a l'intention au moins de convoquer les ministres du Tourisme des provinces afin de prévenir que la situation n'empire davantage?

[Traduction]

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, il y a trois semaines, j'ai rencontré les ministres du Tourisme des diverses provinces et leur ai dit clairement que le contexte de la politique des EDER n'avait pas d'avenir, et que nous pourrions repenser toute la question. Ils ont hâte d'en discuter avec moi.

La nouvelle politique tiendra compte de la nécessité d'annoncer le produit que nous avons déjà et d'établir également un programme qui déborde les frontières provinciales, qui soit plus vaste et plus dynamique, au lieu de simplement se limiter à une politique fédérale-provinciale.

* * *

[Français]

LA CULTURE**OPPOSITION À LA TAXE SUR LES LIVRES**

M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications. La taxe de vente va s'appliquer aux livres et aux magazines. Tous les pays du monde, toutes les provinces du Canada—c'est leur politique—refusent d'imposer une taxe de vente sur les livres.

Pourquoi le ministre de la culture va-t-il imposer une taxe sur la lecture?